

Amendements adoptés le 15 mars par la commission des lois du Sénat sur le projet de loi immigration/asile/intégration

Lors de sa séance du 15 mars 2023, la commission des lois du Sénat a examiné 243 « amendements de Commission », déposés sur le projet de loi présenté en Conseil des ministres et enregistré par le Sénat le 1^{er} février 2023 [[n° 304 \(2022-2023\)](#)].

De cette séance est ressortie une nouvelle version du projet de loi [[n° 434 \(2022-2023\)](#)] ; ce document présente les amendements adoptés par la commission qui font différer cette version de celle présentée par le gouvernement dans un sens encore plus défavorable aux personnes étrangères.

article additionnel Demande de débat annuel au Parlement sur les orientations pluriannuelles de la politique d'immigration et d'intégration et « enrichissement » des données du rapport gouvernemental annuel sur les orientations pluriannuelles de la politique d'asile, d'immigration et d'intégration remis au Parlement avant le 1er octobre (L. 123-1 CESEDA) ; détermination de « quotas » ou d'objectifs de nombres de titres de séjour votés pour 3 ans

https://www.senat.fr/amendements/commissions/2022-2023/304/Amdt_COM-202.html

https://www.senat.fr/amendements/commissions/2022-2023/304/Amdt_COM-152.html

article additionnel Renforcement des conditions du regroupement familial : condition de séjour augmentée de 18 à 24 mois pour le dépôt une demande de RF ; niveau de langue A1 du bénéficiaire du RF (preuve par tous moyens) ; ajout d'une condition de « régularité » des ressources ; ajout de la condition de souscription d'une assurance maladie pour le demandeur et sa famille ; contrôle par les communes du respect des conditions de résidence et de ressource : avis réputé défavorable après 2 mois de silence de la commune et possibilité pour l'OFII de solliciter visite du domicile si suspicion fraude / fausses déclarations.

https://www.senat.fr/amendements/commissions/2022-2023/304/Amdt_COM-200.html

https://www.senat.fr/amendements/commissions/2022-2023/304/Amdt_COM-199.html

https://www.senat.fr/amendements/commissions/2022-2023/304/Amdt_COM-204.html

article additionnel Renforcement des conditions d'accès au titre "étranger malade" : retour au critère de l'absence de traitement dans le pays d'origine (depuis 2016 : application du critère du défaut d'accès effectif aux soins) ; prise en charge du coût du soin par le pays d'origine ; autorisation des médecins de l'OFII à demander les informations médicales aux professionnels de santé qui en disposent sans l'accord de l'étranger

https://www.senat.fr/amendements/commissions/2022-2023/304/Amdt_COM-201.html

article additionnel Définition législative des « conséquences d'une exceptionnelle gravité » d'un défaut de prise en charge médicale de l'étranger en reprenant celle prévue par l'arrêté ministériel du 5 janvier 2017

https://www.senat.fr/amendements/commissions/2022-2023/304/Amdt_COM-83.html

article additionnel Carte de séjour pluriannuelle mention « étudiant » : obligation de justifier annuellement du « caractère réel et sérieux des études » sous peine de retrait du TS ; transmission dématérialisée et le silence de l'administration vaudrait accord.

https://www.senat.fr/amendements/commissions/2022-2023/304/Amdt_COM-205.html

article additionnel Expérimentation de l'instruction à 360° d'une demande d'admission au séjour : lorsqu'un refus est envisagé, examen de l'ensemble des motifs qui pourraient fonder la délivrance d'un titre de séjour dès la 1ère demande et non du seul fondement invoqué par l'étranger ; toute demande ultérieure serait subordonnée à la présence de circonstances nouvelles.

https://www.senat.fr/amendements/commissions/2022-2023/304/Amdt_COM-203.html
https://www.senat.fr/amendements/commissions/2022-2023/304/Amdt_COM-38.html

article additionnel Remplacement de l'AME par une Aide Médicale d'Urgence (AMU) hyper restrictive (« prise en charge des situations les plus graves ») sous réserve du paiement d'un droit de timbre.

https://www.senat.fr/amendements/commissions/2022-2023/304/Amdt_COM-3.html

article additionnel Exclusion des étrangers en situation irrégulière des réductions tarifaires obligatoires accordées par les autorités de transport pour les usagers à faibles revenus (article L. 1113-1 du code des transports)

https://www.senat.fr/amendements/commissions/2022-2023/304/Amdt_COM-141.html

article 1 Ajout de histoire et culture françaises dans la formation civique prévue par le CIR et nécessité d'un certain niveau de connaissance pour octroi carte de résident (CR) / carte de séjour pluriannuelle (CSP) ; augmentation du niveau de français exigé pour l'obtention d'une CSP (niveau A2) et par effet collatéral, augmentation de celui exigé pour l'obtention de la CR (niveau B1 contre A2 actuellement) et pour la naturalisation (niveau B2 contre B1 actuellement).

https://www.senat.fr/amendements/commissions/2022-2023/304/Amdt_COM-206.html

article 2 supprimé Formation à la charge des entreprises n'est pas validée pour « préserver le principe de financement par l'État de la formation linguistique des étrangers allophones » et pour éviter d'en « faire supporter le coût aux employeurs »

https://www.senat.fr/amendements/commissions/2022-2023/304/Amdt_COM-39.html

article additionnel après l'article 2 Réintroduction de la manifestation de la volonté pour l'acquisition de la nationalité française du fait de la naissance et de la résidence en France, la condamnation à une peine égale ou supérieure à six mois d'emprisonnement faisant obstacle à cette acquisition

https://www.senat.fr/amendements/commissions/2022-2023/304/Amdt_COM-57.html
https://www.senat.fr/amendements/commissions/2022-2023/304/Amdt_COM-60.html

article 5 supprimé Le statut d'auto-entrepreneur ne serait plus conditionné à la régularité du séjour

https://www.senat.fr/amendements/commissions/2022-2023/304/Amdt_COM-207.html
https://www.senat.fr/amendements/commissions/2022-2023/304/Amdt_COM-181.html

article 6 Fusion de trois titres destinés à des salariés qualifiés : les titres « talent – salarié qualifié », « talent – salarié entreprise innovante » et « talent – salarié en mission »

https://www.senat.fr/amendements/commissions/2022-2023/304/Amdt_COM-208.html

article 7 Suppression de l'autorisation dérogatoire d'exercice et de la CSP de 13 mois ; suppression de la modification de la composition et des modalités d'organisation des commissions nationales d'exercice (régionalisation)

https://www.senat.fr/amendements/commissions/2022-2023/304/Amdt_COM-209.html

article 8 supprimé Retrait de la possibilité de mettre une amende administrative sanctionnant les employeurs d'étrangers ne détenant pas un titre les autorisant à travailler en raison de « l'arsenal juridique » déjà existant (contributions OFII, fermeture administrative, retrait de la carte de résident de l'employeur étranger, sanctions pénales)

https://www.senat.fr/amendements/commissions/2022-2023/304/Amdt_COM-166.html

https://www.senat.fr/amendements/commissions/2022-2023/304/Amdt_COM-182.html

https://www.senat.fr/amendements/commissions/2022-2023/304/Amdt_COM-210.html

article 9 Critères de levée des protections contre l'expulsion : suppression de la double condition de condamnation définitive pour des crimes/délits punis de 5 ans ou plus d'emprisonnement et de la permanence d'une menace grave à l'ordre public pour ne prendre en compte que l'existence de la condamnation précitée pour que « les faits à l'origine de la condamnation puissent être pris en compte dans l'appréciation de la menace » ;

https://www.senat.fr/amendements/commissions/2022-2023/304/Amdt_COM-212.html

Levée systématique des protections contre l'expulsion et systématisation de la possibilité de prononcé d'une peine complémentaire d'ITF des étrangers coupables de violences intra-familiales.

https://www.senat.fr/amendements/commissions/2022-2023/304/Amdt_COM-213.html

Peine d'ITF complémentaire devient générale pour tout étranger coupable d'infractions graves à l'exception des délits punis d'une peine d'emprisonnement inférieure à 5 ans pour lesquels une mention expresse demeurerait nécessaire.

https://www.senat.fr/amendements/commissions/2022-2023/304/Amdt_COM-214.html

Computation du délai de la peine complémentaire d'ITF à compter de la sortie effective du territoire français (et non plus à compter du prononcé du jugement pénal) bien qu'elle demeurerait exécutoire dès son prononcé.

https://www.senat.fr/amendements/commissions/2022-2023/304/Amdt_COM-81.html

https://www.senat.fr/amendements/commissions/2022-2023/304/Amdt_COM-211.html

article 11 Recueil d'empreintes digitales et prise photographique par coercition (sans consentement) : conditionner le recours à la contrainte à l'obtention de l'autorisation préalable du procureur de la République sur demande de l'officier de police judiciaire ; garantie de présence d'un avocat ; ne peut concerner qu'un étranger « manifestement âgé d'au moins dix-huit ans »

https://www.senat.fr/amendements/commissions/2022-2023/304/Amdt_COM-211.html

https://www.senat.fr/amendements/commissions/2022-2023/304/Amdt_COM-215.html

https://www.senat.fr/amendements/commissions/2022-2023/304/Amdt_COM-14.html

https://www.senat.fr/amendements/commissions/2022-2023/304/Amdt_COM-216.html

https://www.senat.fr/amendements/commissions/2022-2023/304/Amdt_COM-217.html

https://www.senat.fr/amendements/commissions/2022-2023/304/Amdt_COM-15.html

article additionnel Renforcement des sanctions en cas de refus de décliner son identité ou de se soumettre à une prise d'empreinte (1 an => 2 ans (art. 55-1 CPP) ; 3 mois et 3.750 euros d'amende => 6 mois et 7.500 euros d'amende (art. 78-5 CPP)) et création d'un fichier de « MNA délinquants » (empreintes digitales et photographies des mineurs étrangers condamnés pour des crimes et délits)

https://www.senat.fr/amendements/commissions/2022-2023/304/Amdt_COM-29.html
https://www.senat.fr/amendements/commissions/2022-2023/304/Amdt_COM-143.html

article additionnel Suppression de l'accès au bénéfice au contrat jeune majeur financé par les CD de 18 à 21 ans en cas d'OQTF

https://www.senat.fr/amendements/commissions/2022-2023/304/Amdt_COM-219.html
https://www.senat.fr/amendements/commissions/2022-2023/304/Amdt_COM-64.html

article 13 Création d'un article définissant la résidence habituelle ; création d'un « contrat d'engagement au respect des principes de la République » ; suppression de la nécessité d'avoir un avis conforme de la commission des titres de séjour pour le retrait ou le refus de renouvellement d'une CR sur le fondement du non-respect des principes de la République.

https://www.senat.fr/amendements/commissions/2022-2023/304/Amdt_COM-223.html
https://www.senat.fr/amendements/commissions/2022-2023/304/Amdt_COM-220.html
https://www.senat.fr/amendements/commissions/2022-2023/304/Amdt_COM-222.html
https://www.senat.fr/amendements/commissions/2022-2023/304/Amdt_COM-221.html

titre additionnel Information sans délai des organismes de sécurité sociale et de Pôle emploi des décisions d'OQTF édictées ; obligation de radiation de l'intéressé à l'expiration du délai de recours ou du rejet définitif de son recours.

https://www.senat.fr/amendements/commissions/2022-2023/304/Amdt_COM-225.html

titre additionnel Restrictions à la délivrance de visas pour des pays délivrant peu de laissez-passer consulaires ou ne respectant pas les stipulations d'un accord bilatéral ou multilatéral de gestion des flux migratoires ; gel des aides publiques aux pays qui refusent d'expulser ; conditionnement de l'aide au développement à la délivrance de laissez-passer consulaires et à l'effectivité des relations diplomatiques

https://www.senat.fr/amendements/commissions/2022-2023/304/Amdt_COM-226.html
https://www.senat.fr/amendements/commissions/2022-2023/304/Amdt_COM-61.html
https://www.senat.fr/amendements/commissions/2022-2023/304/Amdt_COM-76.html
https://www.senat.fr/amendements/commissions/2022-2023/304/Amdt_COM-145.html

titre additionnel Extension de la durée maximale d'assignation à résidence : possibilité de deux renouvellements de la durée d'assignation à résidence de 45 jours, soit une durée maximale de 135 jours au lieu de 90 jours actuellement

https://www.senat.fr/amendements/commissions/2022-2023/304/Amdt_COM-137.html

article 14 Bande organisée : peines renforcées dès lors qu'une action est menée en bande organisée et remplit une autre des condition prévue par l'article le L. 823-3 du CESEDA pour la prise en compte non seulement de la mise en danger mais aussi notamment l'atteinte à la dignité, l'usage frauduleux de documents de circulation dans un aéroport ou un port et le fait de séparer les mineurs de leur famille.

https://www.senat.fr/amendements/commissions/2022-2023/304/Amdt_COM-229.html

article additionnel Suppression du délai d'un jour franc permettant de refuser le réacheminement vers le pays de provenance de l'étranger faisant l'objet d'une décision de refus d'entrée sur le territoire, excepté pour les MIE afin de permettre l'intervention d'un administrateur ad hoc

https://www.senat.fr/amendements/commissions/2022-2023/304/Amdt_COM-136.html

article 17 Visites sommaires des véhicules individuels : exigence d'une ou plusieurs raisons plausibles de soupçonner que celui-ci transporte une personne ayant commis ou tenté de commettre une infraction relative à l'entrée et au séjour des étrangers en France.

https://www.senat.fr/amendements/commissions/2022-2023/304/Amdt_COM-230.html

article 18 Allongement de la durée maximale de l'IRTF à 5 ans (contre 3 ans actuellement (hors prolongation)) (articles L. 612-6, L 612-7, L.612-8)

https://www.senat.fr/amendements/commissions/2022-2023/304/Amdt_COM-231.html

https://www.senat.fr/amendements/commissions/2022-2023/304/Amdt_COM-196.html

article 19 Expérimentation des guichets « France Asile » pendant 4 ans dans au moins 10 départements ; complément demande d'asile avant son entretien son personnel ne pouvant intervenir avant 21 jours à compter de l'enregistrement DA ; ajout mention « sans préjudice de l'indépendance de ses agents garantie par l'article L. 121-7 » à propos de l'introduction de la DA dans les pôles « France Asile »

https://www.senat.fr/amendements/commissions/2022-2023/304/Amdt_COM-232.html

https://www.senat.fr/amendements/commissions/2022-2023/304/Amdt_COM-134.html

article additionnel Automatisation des cas de refus de CMA ; impossibilité du maintien des personnes définitivement déboutées du droit d'asile dans un hébergement accordé au titre du dispositif national d'accueil (sauf décision explicite de l'administration) ;

https://www.senat.fr/amendements/commissions/2022-2023/304/Amdt_COM-233.html

https://www.senat.fr/amendements/commissions/2022-2023/304/Amdt_COM-235.html

Intégration des places en CADA et CPH au sein des dispositifs HUDA et en CAES dans le décompte du taux 20 à 25 % de logements sociaux imposé aux communes (loi « SRU »)

https://www.senat.fr/amendements/commissions/2022-2023/304/Amdt_COM-234.html

article additionnel Possibilité pour le juge de suspendre la vidéo-audience à la CNDA en cas de difficulté technique ne permettant « pas à l'étranger de présenter ses explications dans des conditions garantissant une bonne administration de la justice »

https://www.senat.fr/amendements/commissions/2022-2023/304/Amdt_COM-236.html

article 21 Suppression de la procédure avec délai de recours à 72h et délai de jugement à 6 semaines ; application des procédures de droit commun aux OQTF prises à l'encontre des déboutés du droit d'asile ; application de la procédure avec délai de recours de 7 jours et délai de jugement de 15 jours aux OQTF émises contre des étrangers détenus ; extension de un à 2 ans la durée de l'OQTF permettant le placement en rétention ou l'assignation à résidence ;

https://www.senat.fr/amendements/commissions/2022-2023/304/Amdt_COM-237.html

Suppression de l'obligation de présence physique de l'interprète dans l'une ou l'autre salle en cas de recours à la vidéo-audience (possibilité d'intervention par téléphone / visioconférence) ;

https://www.senat.fr/amendements/commissions/2022-2023/304/Amdt_COM-197.html

Précisions : le recours à la vidéo-audience de principe lorsque CRA ou en ZA tendrait à « assurer une bonne administration de la justice et de permettre à l'étranger de présenter ses explications » ; une « copie de l'intégralité du dossier est mise à disposition du requérant » et le juge administratif pourrait suspendre l'audience lorsque la qualité de la retransmission « ne permet pas à l'étranger de présenter ses explications dans des conditions garantissant une bonne administration de la justice. »

https://www.senat.fr/amendements/commissions/2022-2023/304/Amdt_COM-238.html

article additionnel après article 23 « Quatre simplifications aux règles procédurales applicables en droit des étrangers » :

- Permettre à l'OFII de présenter des observations dans le cadre d'un recours contre un refus de TS « étranger malade » sans être tenu par le secret médical ;
- Possibilité d'édicter une décision d'éloignement dès la date du rejet du recours contre la décision de l'OFPRA et de l'exécuter seulement à compter de sa notification (dissociation date adoption / date d'exécution) ;
- Extension à 144 heures (contre 96 heures) de la durée de validité de l'ordonnance du JLD autorisant la visite domiciliaire d'un étranger assigné à résidence (L. 733-10 CESEDA) ;
- Ajustement du point de départ du décompte du délai dont dispose le JLD pour statuer (48h) pour éviter qu'il n'ait à tenir deux audiences consécutives sur le placement en rétention (contestation de l'étranger - L. 741-10 CESEDA) et la prolongation de la rétention d'une même personne (demandée par le préfet au delà des premières 48h) (modification de L. 743-4 du CESEDA : JLD ne se prononce plus dans les 48h « suivant sa saisine » mais à « l'expiration du délai fixé au premier alinéa de l'article L. 741-10 »)

https://www.senat.fr/amendements/commissions/2022-2023/304/Amdt_COM-239.html

article 24 Précisions : le recours à la vidéo-audience de principe lorsque JLD statue sur le maintien en ZA tendrait à « assurer une bonne administration de la justice et de permettre à l'étranger de présenter ses explications » ; une « copie de l'intégralité du dossier est mise à disposition du requérant » et le juge administratif pourrait suspendre l'audience lorsque la qualité de la retransmission « ne permet pas à l'étranger de présenter ses explications dans des conditions garantissant une bonne administration de la justice. »

https://www.senat.fr/amendements/commissions/2022-2023/304/Amdt_COM-240.html

article 25 Procédure applicable lorsque augmentation du délai dans lequel le JLD peut se prononcer sur le placement en ZA (48h) « par ordonnance du premier président, en cas de placement en zone d'attente simultané d'un nombre important d'étrangers au regard des contraintes du service juridictionnel » : ordonnance 1er président CA prise à la demande du président du TJ qui peut prévoir la mobilisation de juges à l'échelle du ressort de la CA.

https://www.senat.fr/amendements/commissions/2022-2023/304/Amdt_COM-241.html